

Résumé

LES INNOVATIONS TECHNOLOGIQUES ET LE démantèlement des obstacles au commerce opéré au cours des 10 dernières années, ont stimulé l'expansion du commerce mondial. Or, si cette évolution s'est accompagnée d'une croissance plus rapide des pays en développement considérés globalement, un grand nombre de pays parmi les plus pauvres du monde ont pris du retard. L'édition 2001 de Global Economic Prospects (Perspectives économiques mondiales) met l'accent sur le commerce international et examine les mesures qui devront être prises pour que les pays en développement profitent de l'intégration de l'économie mondiale.

Perspectives des pays en développement et du commerce mondial

Il semble que l'économie mondiale s'achemine en 2000 vers un pic conjoncturel, sous l'effet d'une nouvelle accélération de la croissance aux États-Unis, de la reprise en Europe et au Japon et de la forte relance enregistrée dans les pays frappés par la crise financière. On prévoit cette année une augmentation de 12,5 % du volume des échanges mondiaux, taux le plus élevé enregistré depuis la période qui a précédé le premier choc pétrolier des années 70. Le ralentissement de la croissance dans les pays frappés par la crise et une baisse de la consommation aux États-Unis se traduiront probablement par une progression moins importante de la production pour l'année qui vient.

L'accélération apparente de la croissance de la productivité tendancielle aux États-Unis, l'assouplissement du marché du travail et l'accroissement de la concurrence sur le marché des produits en Europe, ainsi qu'un début de restructuration du secteur financier et des entreprises au Japon, ont amélioré les perspectives de croissance à long terme. Il en va de même dans les pays en développement, où la libéralisation des marchés, la stabilisation des politiques macroéconomiques et les avancées technologiques favorisent l'intégration. Les indicateurs de développement humain, tels que les taux de scolarisation et d'alphabétisation sont en progrès dans la plupart des régions en développement.

Toutefois, les aspects cycliques et conjoncturels du boom actuel ont accentué les déséquilibres et les pressions qui caractérisent l'économie mondiale. L'assouplissement de la politique monétaire aux États-Unis et l'effet de relance dû aux mesures budgétaires prises par le Japon ont permis aux pays d'échapper à la crise pour connaître une reprise économique, mais ont encore gonflé l'important

déficit des transactions courantes des États-Unis (4,5 % du PIB) et la dette publique du Japon (115 % du PIB). La reprise soutenue de l'économie mondiale observée en 1999-2000, conjuguée à la forte contraction de l'offre de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole), a provoqué une flambée des prix du pétrole. Les réformes structurelles et la rapidité des progrès technologiques sont également source de tensions politiques. Le rythme soutenu du processus d'intégration mondiale durcit la concurrence et crée de nouvelles incertitudes, en particulier pour les entreprises de branches d'activité en perte de vitesse et leurs employés. Les inégalités entre pays et au sein d'un même pays semblent s'accroître, en partie à cause des progrès technologiques.

La situation décrite par un scénario pessimiste se présente de manière moins favorable : les déséquilibres et tensions perdurent, les prix du pétrole restent élevés et les flux d'investissement internationaux émanant des États-Unis changent de direction. La récession qui s'ensuit, peu de temps après la crise financière internationale, peut provoquer un essoufflement de la dynamique des réformes et, partant, réduire les possibilités de croissance à long terme des pays en développement.

Les politiques commerciales des années 90 et les pays les plus pauvres

Au cours des dix dernières années, les pays en développement ont réduit le niveau et l'éventail de leurs tarifs douaniers, démantelé leurs obstacles non tarifaires et laissé dans une plus large mesure les forces du marché déterminer l'allocation des ressources en devises. Ces mesures, conjuguées à d'autres réformes axées sur le marché, se sont accompagnées d'une accélération de la croissance de la production et des exportations, sauf dans les pays en proie à des conflits ou touchés par l'éclatement de l'Union soviétique. Le revenu par habitant des petits pays à faible revenu (c'est-à-dire abstraction faite de la Chine et de l'Inde) a diminué dans les années 90. Toutefois, si l'on exclut les pays secoués par un conflit et les pays en transition, le taux de croissance annuel moyen de ce groupe de pays s'est établi à 1 %, soit un niveau sensiblement supérieur à celui observé dans les années 80 quoique toujours bien inférieur à celui des pays à revenu intermédiaire.

Des déficiences dans les politiques liées au commerce ont continué à freiner la croissance dans bien des pays les plus pauvres. Une réponse léthargique des exportations à la libéralisation du commerce est souvent allée de pair avec une appréciation des taux de change réels et une

Les conditions de la croissance sont en progrès dans les pays en développement		
	1988-90	1998-2000
Ouverture (Commerce/PIB)	29,0	43,5
Taux d'inflation médian	12,6	6,1
Solde budgétaire médian / PIB	-2,7	-1,8
IED / PIB	0,5	2,7
Encours dette extérieure/Exportations	172,6	142,2
Taux de scolarisation		
Primaire	78,0	82,0
Secondaire	56,0	63,0
Taux d'analphabétisme	31,0	26,0
Taux de mortalité des moins de 5 ans	91,0	79,0
Espérance de vie	63,0	65,0

forte volatilité des taux de change réels. Le revenu par habitant a augmenté sensiblement plus vite dans les pays pauvres qui avaient des taux de change réels relativement stables. L'absence de programmes efficaces d'exonération ou de rétrocession des droits de douane, liée à la place importante des droits de douane sur les biens intermédiaires et les biens d'équipement dans les recettes budgétaires, a renchéri les coûts pour les exportateurs.

Enfin, les carences de leurs infrastructures et de leurs services auxiliaires d'exportation, et le niveau élevé des coûts de transport — par suite bien souvent d'une action publique inadaptée — placent de nombreux pays (en particulier les pays enclavés) dans une situation de concurrence défavorable sur les marchés mondiaux.

Les barrières au commerce élevées imposées par les pays industriels aux importations agricoles et agro-alimentaires, ainsi que les subventions agricoles, expliquent en partie la médiocrité relative des résultats à l'exportation des pays en développement pour ces produits. Ces barrières au commerce sont particulièrement préjudiciables aux pays les plus pauvres qui, à cause de diverses autres carences de leurs politiques intérieures et de leurs institutions, ont beaucoup de peine à diversifier leurs exportations et à se lancer dans des domaines offrant un meilleur potentiel de croissance.

Les normes, les pays en développement et le système du commerce international

Les normes appliquées aux produits (règles régissant les caractéristiques des marchandises, qui sont généralement imposées par souci d'hygiène et de sécurité) sont indispensables au bon fonctionnement des marchés et contribuent à soutenir le système commercial. Cependant, beaucoup de pays en développement (principalement les plus pauvres) n'ont pas les ressources techniques et financières voulues pour élaborer efficacement des normes, pour remplir les conditions imposées aux importations par les pays industriels et pour faire appel lorsque les normes servent à pénaliser leurs exportations.

L'application des normes fondamentales du travail (telles que le droit de former des syndicats) et de normes environnementales (telles que la limitation de la pollution) est essentielle pour la croissance et le bien-être. Cependant, le recours aux sanctions commerciales pour imposer l'application de ces normes risque de limiter l'accès des pays en développement aux marchés internationaux, sans guère les aider à améliorer le bien-être. Les normes sociales et environnementales progressent généralement à mesure qu'un pays se développe, mais la faiblesse de ces normes n'assure généralement pas un avantage compétitif notable. Les sanctions commerciales peuvent être manipulées par les intérêts protectionnistes et pénalisent les travailleurs dans la mesure où elles réduisent la demande des biens qu'ils produisent. Même si la menace de sanctions améliore la situation de quelques travailleurs, il est peu probable que les conditions de travail moyennes s'améliorent au niveau d'un pays tout entier. De la même manière, certaines études empiriques ont montré que l'imposition de sanctions commerciales aux exportateurs pouvait se traduire par des pertes de production considérables, sans contribuer sensiblement à la réduction de la pollution.

Le commerce électronique et les pays en développement

L'internet va renforcer l'efficacité et accroître l'intégration des marchés, particulièrement dans les pays en développement qui sont les plus désavantagés par le manque d'accès à l'information. Il accroîtra la productivité en améliorant l'efficacité de la passation des marchés, en renforçant le contrôle des stocks, en abaissant le coût des transactions au détail et en éliminant les intermédiaires ou en changeant leur rôle. Il deviendra moins coûteux, grâce à l'internet, d'atteindre les marchés des pays industriels, ce qui permettra de dégager des recettes commerciales importantes. Les sociétés des pays en développement qui vendent des produits différenciés, à forte intensité de main-d'œuvre (par exemple les objets d'artisanat, les logiciels, les services aux entreprises — en particulier les services consistant à traiter à distance des informations standards) bénéficieront d'une demande en hausse. Les sociétés des pays en développement pourront également brûler les étapes et adopter sans transition les technologies les plus avancées.

Cependant, l'accès à l'internet varie dans des proportions extraordinaires suivant les pays, ce qui accroît les risques de marginalisation des pays qui n'y ont pas facilement accès. Bien que l'emploi croissant de téléphones portables et d'autres technologies doivent permettre à un nombre rapidement croissant d'usagers de se brancher sur l'internet au cours des dix prochaines années, l'accès par habitant restera probablement limité, surtout dans les pays les plus pauvres.

Pour saisir les possibilités offertes par le commerce électronique, il faut une économie ouverte, capable de promouvoir la concurrence et la diffusion des technologies de l'internet ; une meilleure coordination internationale (par exemple pour parer aux menaces pesant sur les systèmes fiscaux et financiers nationaux) ; et des services sociaux et des infrastructures efficaces, en particulier un secteur des télécommunications concurrentiel et une main-d'œuvre instruite. L'ampleur des effets de réseaux et les avantages dont jouissent les premiers arrivés sur le marché témoignent de l'importance de l'appui des pouvoirs publics aux fins de la réalisation de ces objectifs.